



Guatemala, le 6 mai 2016

### **Des organisations de protection des droits humains réclament un procès juste et équitable dans le cas pour génocide**

ASFC, conjointement avec neuf autres organisations, a déposé le mercredi 4 mai un *amicus curiae* auprès de la Cour d'appel du Guatemala afin de demander la séparation des procès des deux principaux accusés du cas pour génocide, José Efraín Ríos Montt et José Mauricio Rodríguez Sánchez.

En effet, suite à l'annulation du jugement condamnatore de mai 2013<sup>1</sup>, les audiences du second procès pour génocide ont débuté le 16 mars dernier à huis clos, en raison de la reconnaissance par la cour de l'état de démence de Ríos Montt et donc, de son incapacité à assister à un procès public. Néanmoins, aucun argument juridique ne justifie que le procès de Rodríguez Sánchez se tienne également à huis clos.

Le 5 mai, l'Association justice et réconciliation – AJR et le Centre d'action légale pour les droits de l'Homme – CALDH ont comparu devant la Cour d'appel afin de défendre cette position, suite à la suspension provisoire des audiences dans le but de résoudre ce litige.

L'objectif de la présentation de ce document juridique est avant tout d'appuyer le travail de ces organisations guatémaltèques dans leur recherche de la justice et de fournir aux institutions judiciaires du pays des éléments de droit international ainsi que des arguments forts afin de prendre en considération cette requête.

#### ***Organisations signataires:***

Avocats sans frontières Canada (ASFC)

Center for Justice and International Law (CEJIL)

Due Process of Law Foundation (DPLF)

Human Rights First

Impunity Watch

International Platform against Impunity

Academy on Human Rights and Humanitarian Law at American University Washington

College of Law

War Crimes Research Office at American University Washington College of Law

---

<sup>1</sup> Pour rappel, le 10 mai 2013, Ríos Montt avait été jugé coupable de crimes de génocide et condamné à 80 ans de réclusion. Rodríguez Sánchez avait été acquitté. Cette décision avait été annulée par la Cour constitutionnelle 10 jours plus tard.



LAWYERS WITHOUT BORDERS  
**AVOCATS SANS FRONTIERES**  
ABOGADOS SIN FRONTERAS  
**Canada**

Robert F. Kennedy Human Rights.  
Washington Office on Latin America (WOLA)

**Contact:**

**A COMPLETER**